

ADMINISTRATION :
Imprimerie F. RUEDI
 Lausanne
 3, Jumelles — Tél. 12-44

ABONNEMENTS :
 Suisse, 4 fr. par an ; autres
 pays, 6 fr. par an.
 10 centimes le numéro.

La Voix de l'Humanité

Organe de la « Ligue pour la défense de l'Humanité
 et pour l'organisation de son progrès »

Les membres de la Ligue pour la défense de l'Humanité fixent de leur propre gré le montant de leur cotisation.

Compte de chèques postaux : III. 496.

Envoi gratuit des statuts de la Ligue et de numéros spécimens de tous ses organes. S'adresser au secrétariat, Lausanne, 3 Jumelles.

Comité suisse de la Ligue : D^r Aug. FOREL ; Albert LOCHER, G. MÜLLER, conseillers nationaux ; A. SUTER, ancien président du Conseil communal de Lausanne ; D^r Tschumi, président du gouvernement bernois ; D^r Moser, conseiller d'Etat, Berne ; D^r R. BRODA ; A. SESSLER (Berne) ; D^r A. de QUERVAIN, professeur à l'Université de Zurich ; F. RUEDI, ancien député du Grand Conseil vaudois, Lausanne ; E. RAPIN, pasteur, président honoraire de la Société vaudoise de la paix ; M^{me} VUADENS-CALMUS, Vevey ; M^{me} WALDHARDT-BERTSCH, Berne ; E. PEYTRÉQUIN, vice-président du Conseil communal de Lausanne ; H. HODLER, directeur du journal « Esperanto », Genève, etc.

Comité de patronage international : Jean LONGUET, député de la Seine ; Lucien LE FOYER, anc. député de la Seine ; Gustave HUBBARD, anc. député de Seine-et-Oise ; Ramsay MACDONALD, de la Chambre des Communes ; Lino FERRIANI, procureur-général honoraire, Côme ; W. FÖRSTER, président du Bureau international des poids et mesures ; Dr. N. af URSIN, anc. vice-président de la Diète finlandaise ; Sir Robert STOUT, anc. premier ministre de la Nouvelle-Zélande, etc.

Président de la Ligue : D^r R. BRODA, directeur des « Documents du Progrès ».

Prière d'envoyer à M. Fr. Ruedi, membre du Comité suisse, Lausanne, Jumelles 3, tout ce qui concerne la rédaction de la « Voix de l'Humanité ».

Nos appels à la conscience de chaque nation se publiant en sa langue, nous prions nos lecteurs de consulter les autres organes de notre Ligue pour se rendre compte de son but impartial.

La tâche des Neutres

Il n'y a qu'un seul moyen de rendre durable la paix qui mettra fin à cette guerre. Ce moyen unique, c'est l'Organisation internationale.

La forme de cette organisation, doit être élaborée pendant la guerre, avant la décision définitive ; cela peut se faire par l'initiative et la collaboration des neutres. Pour que la constitution d'une confédération de paix puisse être acceptée par les grandes puissances jalouses de leur souveraineté, il faut que cette souveraineté ne soit entravée en rien, sauf en ce qui concerne les relations internationales.

Ces relations sont réglées en temps de paix par les traités et par cet ensemble de conventions et d'usances qu'on nomme « le Droit international ».

Les traités les plus importants, ceux qui forment, pour ainsi dire, l'essence même du Droit international, ont été conclus à la suite de guerres. Les empires mondiaux ont été fondés et agrandis par la conquête.

L'inviolabilité de ces traités presque toujours plus avantageux pour l'un des partis contractants que pour l'autre, reposait sur la force armée du vainqueur — ou de ses alliés. Les traités constituaient souvent des entraves aux aspirations plus ou moins légitimes des nations, de sorte qu'il se produisait des tensions plus ou moins éruptives, contenues par la réaction des forces de tendances conservatrices. Chaque fois que l'équilibre de ces forces fut rompu, l'éruption éclata.

Ce serait de la démence de revenir, à la fin de cette guerre, au même système international qui prévalait avant ce cataclysme, en y changeant rien que la distribution des forces, en substituant, par exemple, une Allemagne affaiblie à l'Allemagne formidable, en démembrant l'Autriche-Hongrie, en mutilant la Turquie, en distribuant les récompenses et les châtiments aux petits Etats selon leur conduite plus ou moins louable du point de vue de l'Entente victorieuse.

Je ne dis pas que la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France, du Schleswig danois au Danemark, etc., ne soit pas désirable.

J'insiste seulement sur ceci : Si l'on se borne à faire prévaloir ce que l'on considère comme juste, à punir ceux que l'on envisage comme criminels, sans changer le système des relations internationales, on prépare pour l'avenir les mêmes conditions internationales qui ont amené cette guerre, comme toutes les guerres précédentes : la paix basée sur l'équilibre des forces armées et la guerre dès que cet équilibre est ébranlé.

On ne peut changer d'un jour à l'autre ni la nature de l'homme, ni les aspirations, les préjugés, la mentalité des peuples. Mais on peut changer les conditions dans lesquelles ces forces et ces dispositions se manifestent.

La lutte éternelle, inévitable, salutaire entre les individus et les groupements d'hommes, devra à l'avenir se produire sans effusion de sang — c'est là le problème. Ce problème est déjà résolu sur des territoires bien plus étendus que celui de l'Europe.

Chaque puissance mondiale en offre un exemple.

Prenons, comme illustration de notre idée, la Grande Bretagne, cet empire créé par l'effort séculaire d'un peuple viril, ambitieux, intelligent.

Avec une sagesse politique qui ne se développe et ne se maintient par tradition que dans des pays à régime aristocratique, l'Angleterre, comme jadis la Rome aristocratique, a su s'adapter aux exigences du temps et aux circonstances du moment.

Elle a usé de la violence, de la ruse, des rivalités et des convoitises des autres, de l'enthousiasme des peuples, bref, de tous les moyens d'une politique avisée et conséquente, pour élargir son domaine et affermir son pouvoir.

A mesure que l'esprit démocratique a pris le dessus, elle a su s'y conformer dans ses institutions nationales, elle a modifié sa politique envers ses colonies et ses possessions d'outre mer. Elle leur laisse pleine indépendance de se gouverner à leur guise. Maîtresse des mers, elle leur garantit pleine sécurité. Elle exalte dans chaque citoyen de son glorieux empire le sentiment de participer à une situation unique parmi les nations et d'avoir une patrie qui lui offre toutes les possibilités imaginables d'appliquer ses forces et son énergie, de satisfaire son ambition.

Certes, il y a parmi les centaines de millions de citoyens, d'alliés et de sujets de la Grande-Bretagne des mécontents et même des séditeux. Mais les forces de ceux-ci sont si minimes en comparaison de la force de la métropole, que toute tentative de réajuster leurs vœux aboutit à une révolte bientôt étouffée.

La solution du problème européen consiste dans l'application à tous les Etats civilisés des principes qui forment le lien commun, la soudure des partis si disparates de l'empire britannique, des mêmes principes qui ont créé l'Union des Etats de l'Amérique du Nord et récemment ceux de l'Amérique du Sud. Cette dernière union a mis fin aux guerres incessantes et aux prononcements qui en étaient la conséquence. La solution du problème européen serait aussi la solution du problème de la politique mondiale.

Il faut créer une Union de tous les Etats indépendants pour qu'ils puissent se protéger mutuellement contre la possibilité d'une attaque ou d'une pression de la part d'un concurrent ou d'un voisin plus fort.

Cela mettra fin non seulement aux guerres entre nations civilisées, mais aussi au régime militariste et ultra-autoritaire dans l'intérieur des Etats. Il ne faut pas perdre de vue que le militarisme comme principe de politique intérieure, se produit partout dès qu'il y a danger ou crainte de danger extérieur.

Si cette vérité historique a été méconnue par les hommes politiques avant cette guerre, elle a été démontrée à l'évidence par les événements dont nous sommes témoins. Les pays les plus libres et même les neutres sont forcés d'adopter des principes militaristes plus ou moins prononcés, selon les

dangers extérieurs plus ou moins menaçants. S'ils ne le faisaient pas, leur indépendance ne serait qu'illusoire. Ils seraient forcés de se soumettre aux exigences du plus fort.

Le problème posé, la solution trouvée, il ne reste plus à considérer que sa réalisation.

S'il se trouvait parmi les belligérants un homme d'Etat éminent, au-dessus des sentiments de rancune, de rivalité et des exigences éphémères, il pourrait prendre l'initiative d'une œuvre civilisatrice de portée immense. Mais il est peu probable qu'il y ait actuellement un homme jouissant de l'autorité nécessaire pour entraîner les autres dans cette voie. L'espoir que le président Wilson saura accomplir cette tâche glorieuse, s'est évanoui. Ce n'est donc qu'un mouvement populaire qui pourrait en préparer la réalisation. Les belligérants n'ont qu'une seule préoccupation : la victoire.

La situation des Neutres est bien différente. Pendant que les autres se battent, ils peuvent penser à la paix qu'ils désirent et qu'ils veulent durable. Ils sont intéressés à ce qu'une catastrophe pareille ne se répète pas, et à ce que la paix future ne soit pas qu'une trêve plus ou moins longue avant la guerre prochaine.

Ils ne peuvent pas offrir aux belligérants une médiation dont ceux-ci ne veulent pas. Mais ils peuvent, conjointement, élaborer la constitution d'une Fédération mondiale future qui préviendrait la possibilité de guerres en Europe, de même que les guerres sont devenues improbables sinon impossibles dans l'Amérique du Nord et entre les Etats confédérés de l'Amérique du Sud.

Supposons, pour fixer les idées, que la Suisse en prenne l'initiative ; qu'elle propose aux autres Neutres, y compris les Etats-Unis de l'Amérique, de former une commission de délégués pour étudier les bases d'une pareille constitution.

L'entente entre quelques Etats neutres établie sur ce point, on invitera les Etats belligérants à participer aux travaux de cette commission d'études préliminaires.

Le gouvernement d'un pays belligérant qui déclinerait sa participation à ce travail commun, prouvera par cela même qu'il ne vise pas à une paix durable après cette guerre. Il aura à justifier son attitude devant ses concitoyens. Tous les peuples, sans exception, sont las de cette tuerie. Mais ils ne veulent pas d'une paix quelconque. Dans leur grande majorité les belligérants veulent mener la guerre jusqu'au bout, cela veut dire qu'ils veulent que les conditions de paix satisfassent à certaines aspirations ou prétentions qu'ils considèrent comme essentielles, comme vitales pour leur patrie. Ces conditions désirées sont, évidemment, aussi divergentes que possible. Chaque pays a les siennes.

Mais une nation belligérante résolue à s'opposer à la conclusion d'une « mauvaise paix », serait néanmoins désireuse qu'après la conclusion d'une « paix honorable », on puisse vivre en sécurité et sans la nécessité de se prévenir contre des attaques futures par des armements, des alliances dont on ne connaît jamais la portée.

Il n'y a pas de nation engagée dans cette lutte terrible qui ne serait contente d'obtenir une « paix honorable » le plus tôt possible. S'il y a des fanatiques d'une guerre de châtiments et d'extermination, leur nombre est restreint et ils ne se trouvent pas parmi ceux qui se battent.

Mais même si l'on admet qu'un gouvernement décline de participer officiellement à cette œuvre préparatoire, indispensable pour garantir une paix durable, les Neutres pourraient la mener à bout en invitant à la collaboration des capacités connues, citoyens des pays belligérants, ayant l'autorité et les connaissances nécessaires pour représenter les intérêts et les exigences de leur pays respectif — sans en avoir le mandat officiel. Le premier pas pour l'établissement de l'Union mondiale sera fait si, après ce travail préparatoire, les Neutres s'unissent effectivement sous une constitution fédérale, élaborée par la commission d'études, amendée selon les vœux des différents gouvernements et adaptée, autant que possible, aux exigences des puissances belligérantes. Ceux des gouvernements belligérants qui désirent que la paix soit durable pourront déclarer qu'ils feront partie de cette confédération une fois la guerre terminée. Si, de leur propre gré ou sous la pression de l'opinion publique, tous les pays belligérants ou au moins une partie considérable des belligérants, par exemple toutes les puissances de l'Entente, déclaraient leur adhésion à la Confédération mondiale, les puissances centrales seraient forcées, un jour ou l'autre, de faire de même sous la pression des courants pacifiques parmi leurs peuples.

L'Union mondiale assurée, les négociations sur les conditions de paix seraient grandement facilitées. Certes, elles ne pourraient être entamées que lorsque l'un ou l'autre des partis opposés en exprimerait le vœu, mais elles seraient, évidemment, simplifiées si l'adhésion à l'Union était assurée. Toutes les exigences de « garanties stratégiques » qui sont justifiées tant que la sécurité de la paix future n'est pas assurée, n'auraient plus de raison d'être. Cela n'empêche pas que les autres buts de cette guerre puissent être atteints par le parti victorieux. Celle des coalitions d'Etats belligérants qui se sentira plus forte que l'adversaire, peut exiger de celui-ci les conditions de paix qu'elle considérera nécessaires ou désirables.

Mais elle ne sera plus forcée, pour assurer une paix durable, d'affaiblir son adversaire jusqu'à la dernière limite. Cette condition, la plus difficile à obtenir puisqu'elle force l'adversaire à l'extrême effort, ne sera plus de rigueur, puisque l'Union mondiale garantira la sécurité de ses membres mieux que ne le ferait l'écrasement de l'adversaire, sans exiger des sacrifices terribles de part et d'autre. Les antagonistes qui se disputent la victoire dans cette guerre mondiale forment une part trop considérable du monde civilisé pour que l'isolement politique ou commercial de l'un, ne soit pas une grande perte pour les autres.

On peut nier cette vérité évidente tant qu'on est sous l'influence de la psychose des belligérants, mais non pas dans un état d'esprit normal.

Certes, ce n'est pas sans de grands efforts communs que la tâche peut être accomplie, mais ces efforts sont nécessaires et chacun peut y prendre part. Il faut sortir de la passivité; il faut s'informer du travail de ceux qui se sont voués à cette œuvre, il faut y coopérer, former des associations pour discuter la question, propager les idées qu'on trouve justes, soutenir par sa sympathie les lutteurs, ne s'en point laisser imposer par les gens qui s'imaginent faire preuve de grande sagacité en insistant sur les difficultés évidentes de la tâche sans se donner la peine d'en chercher la solution.

Il faut combattre l'apathie, l'indolence, le scepticisme impotent.

C'est à la Suisse, ce modèle en miniature de l'Europe future, d'y prendre une part glorieuse.

Pour pouvoir, il faut vouloir.

Qu'on n'objecte pas la difficulté de s'entendre

sur une constitution mondiale. Si l'on se borne aux exigences essentielles, indispensables pour assurer des relations pacifiques entre les Etats, les difficultés sont moins grandes que celles que présente, par exemple, la conclusion d'un traité de commerce. L'ébauche d'une constitution que j'ai donnée dans mon opuscule n'a provoqué d'objections sérieuses ni de la part de représentants des nations belligérantes, ni de la part des Neutres que j'ai consultés pendant mon travail.

Et puis, il y a pleine possibilité de la modifier plus tard, si l'intérêt commun l'exige.

Toutes les institutions créées par l'homme sont imparfaites, mais ce n'est pas une raison pour se passer d'une législation organisée. L'appareil compliqué que l'humanité a inventé pour que les relations entre les citoyens d'un même Etat soient réglées par des lois assurant le bien commun, laisse aussi à désirer. Les peuples civilisés le modifient sans cesse. Mais il fallait faire le premier pas de la Magna Charta pour arriver aux libertés civiques des citoyens d'un pays civilisé moderne. Qu'on se décide à faire le premier pas dans la voie de l'organisation internationale, sans regarder de trop près aux détails d'une constitution.

Qu'on se mette à l'œuvre! C'est l'avenir de l'humanité qui est en jeu.

Europeus.

Le Docteur Zamenhof

Un bref télégramme de Varsovie a annoncé récemment la mort du Dr Zamenhof, auteur de l'Esperanto. Cette nouvelle retentira douloureusement dans le cœur de tous ceux — et il sont des milliers dans tous les pays — chez lesquels l'œuvre de Zamenhof a éveillé un intérêt durable et une sympathie profonde. Né en 1859 à Bielostock, ville de Pologne où ne se parlent pas moins de quatre idiomes différents, Zamenhof, frappé des malentendus et des haines qui résultent de la diversité de langage, conçut dès son enfance l'idée de créer une langue auxiliaire neutre destinée à servir de lien commun entre tous les hommes, à quel peuple qu'ils appartiennent. Ce fut donc dans une pensée humanitaire, en vue d'un idéal de libre entente et de concorde entre les hommes qu'il se mit au travail. Doué d'une extraordinaire intuition linguistique et familiarisé dès le plus jeune âge avec les principales langues, Zamenhof, après divers tâtonnements, inévitables dans une tâche de pareille envergure, créa l'Esperanto, admirable synthèse des langues européennes, œuvre d'art et de science à la fois, qui trahit dans toutes ses parties la présence impressionnante d'un génie souple et harmonieux, profondément humain.

La première brochure, parue en 1887 à Varsovie sous le pseudonyme de D-ro Esperanto (celui qui espère) contenait tout l'essentiel de la langue qui depuis s'est développée d'une manière autonome précisément dans la ligne des principes formulés par l'auteur. Cependant, il restait à faire pénétrer l'Esperanto dans le domaine pratique. Tâche énorme. Les débuts furent extrêmement pénibles. Durant les dix premières années, Zamenhof connut toutes les difficultés, tous les déboires que rencontre l'homme de génie se heurtant à l'incompréhension ou à l'indifférence de ses contemporains. Empêché par les nécessités de l'existence de consacrer toute son activité à l'Esperanto comme il l'aurait désiré (jusqu'à l'année dernière il exerça la profession de médecin-oculiste), affligé d'une santé délicate, il vécut des années vraiment douloureuses. Toutefois sa langue ralliait quelques adeptes en Russie, en Allemagne, en Suède. En 1889 paraît le premier journal, plusieurs traductions voient le jour, lentement l'intérêt s'éveille. Cependant ce n'est qu'à partir de 1898, époque à laquelle l'Esperanto se répand en France, que la propagande devient plus systématique et plus efficace. En 1905, un Congrès universel se réunit à Boulogne-sur-Mer, et le Dr Zamenhof eut la joie d'entendre pour la pre-

mière fois des centaines d'hommes venus de tous les pays converser dans la langue qu'il avait créée; son rêve se réalisait. Dès lors le succès s'affirme, partout des sociétés se fondent, les livres et les journaux se multiplient, les pouvoirs publics s'intéressent à l'effort des Esperantistes, une intense propagande est faite dans tous les pays et, important pas en avant, plusieurs organisations se créent en vue d'utiliser l'Esperanto dans toutes les branches de l'activité internationale. Plus de 3500 personnes s'étaient fait inscrire pour le Congrès de Paris qui devait s'ouvrir le 1^{er} août 1914.

Malgré le bouleversement que la guerre a amené dans l'état des relations internationales, le mouvement esperantiste reste bien vivant et tout porte à croire que dans la période de reconstruction qui suivra la guerre, l'Esperanto sera appelé à jouer un rôle important dans l'œuvre du rapprochement des peuples. Si, comme tant de précurseurs, Zamenhof n'a pu assister au triomphe final, il a du moins conservé l'assurance que ce qui avait été créé au prix de tant d'efforts demeurerait au delà de la sombre période actuelle.

Les succès, les honneurs, les ovations n'avaient point altéré la modestie, la simplicité, l'esprit tolérant et bienveillant de ce grand savant et de ce grand cœur qui, malgré tous les obstacles suscités par l'inertie, l'indifférence ou la paresse des foules, a su créer cette œuvre unique: une langue complète, souple, expressive, nuancée, harmonieuse, vivant dans le cœur de milliers d'hommes auxquels elle rappelle l'unité profonde de la grande famille humaine.

H. H.

Que fais-tu pour ou contre la guerre ?

Le capitaliste : « Je spéculé, je tire mes marrons du feu, j'entasse dans mon grenier, je vends cher mes produits, je fais des munitions, je prête à forts intérêts, je fais fortune. »

L'historien : « J'enregistre les faits, classe les événements, inscris les dates, et à peine puis-je suivre. »

Le littérateur : « Je pousse à la haine, je fais vibrer la corde sensible, je soutiens mon pays et discrédite celui de l'ennemi. »

Le chrétien : « J'attends la fin de l'incendie pour me jeter au feu et proclamer la loi d'amour. »

Le socialiste : « J'expérimente mes théories économiques. »

Le bourgeois : « J'ai peur pour ma peau et pour mes biens. »

Le pauvre : « J'attends les réformes sociales que la guerre apportera à mon avantage. »

Le journaliste : « Je souligne les victoires qui me sont chères et je passe sous silence celles de l'ennemi, relevant ses défaites. »

L'anarchiste : « J'attends que les bourgeois aient terminé ma besogne. »

Le pacifiste : « Je me bats pour la paix et pour tuer la guerre. »

Le samaritain : « Je pansé les blessures et soulage les cœurs. »

L'humain : « Je souffre de mon impuissance de ne pouvoir arrêter le carnage, et je consacre ma vie en un dernier effort. »

Le soldat : « J'obéis au devoir sans toujours comprendre. »

Le chauvin : « Je prends mon pays pour le centre de l'univers et moi-même pour le centre de mon pays. »

Le neutre : « Je suis neutre, et je ne vois pas le mal chez le peuple qui a mes sympathies. »

Le professeur philanthrope : « Je danse et bois du thé au profit des alliés. »

CH. B.

Editeur responsable et imprimeur : Fr. Ruedi.